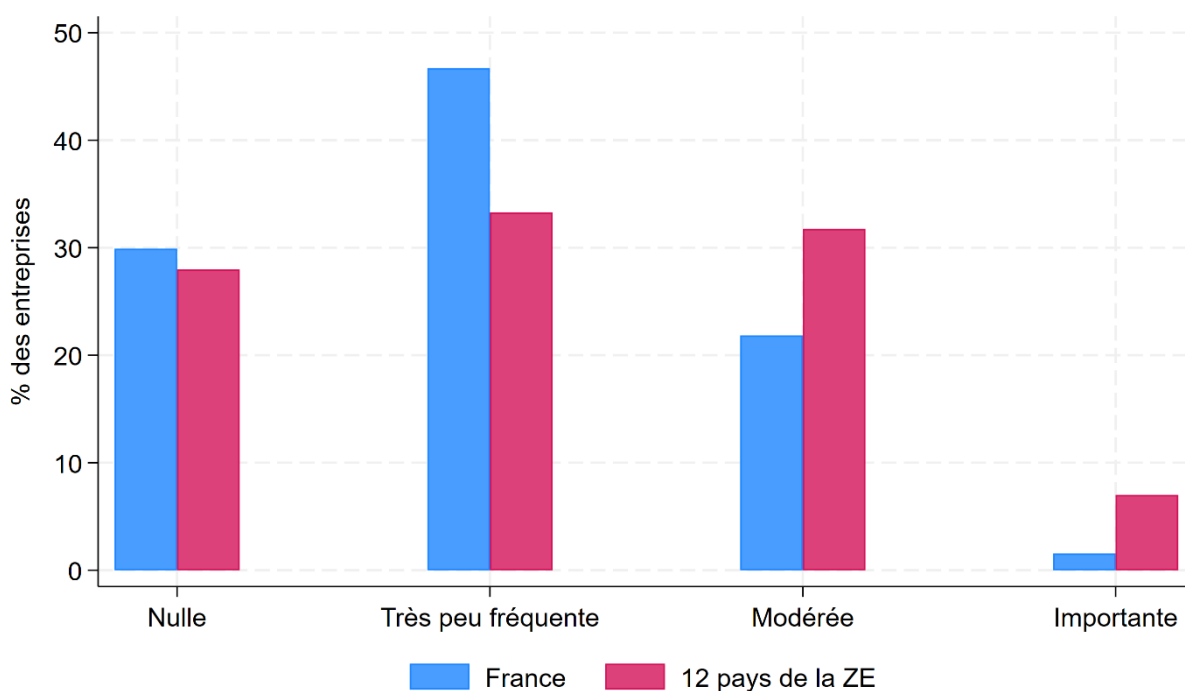


# Entreprises françaises : existe-t-il un écart d'adoption de l'IA ?

[Sarah Mouabbi](#) et [Sebastian Stumpner](#)

À partir de données d'enquêtes au niveau des entreprises provenant de douze pays de la zone euro, nous constatons que les entreprises françaises déclarent un niveau d'adoption de l'IA nettement plus bas que leurs pairs de la zone euro. Cet écart ne s'explique ni par la taille des entreprises ni par la composition sectorielle. Si elles sont moins susceptibles de citer des écarts de compétences relatives à l'IA, les entreprises françaises mentionnent plus souvent que des préoccupations relatives aux données, au respect de la vie privée et à l'éthique font barrière à son adoption.

**Graphique 1. Utilisation de l'intelligence artificielle : France vs zone euro**



Source : BCE, Enquête SAFE 2025T4.

Note : L'enquête réalisée au quatrième trimestre 2025 comprend un module ad hoc sur l'utilisation de l'IA. Les résultats sont fondés sur les réponses de 4 968 entreprises de 12 pays de la zone euro, dont 625 entreprises françaises.

L'intelligence artificielle (IA) a été largement décrite comme l'une des avancées technologiques majeures de ces dernières années. Il est important d'examiner son adoption par les entreprises de différents pays pour évaluer dans quelle mesure l'utilisation de cette technologie est répandue et pour jauger sa pertinence économique potentielle. Bien qu'uniquement fondées sur des données auto-

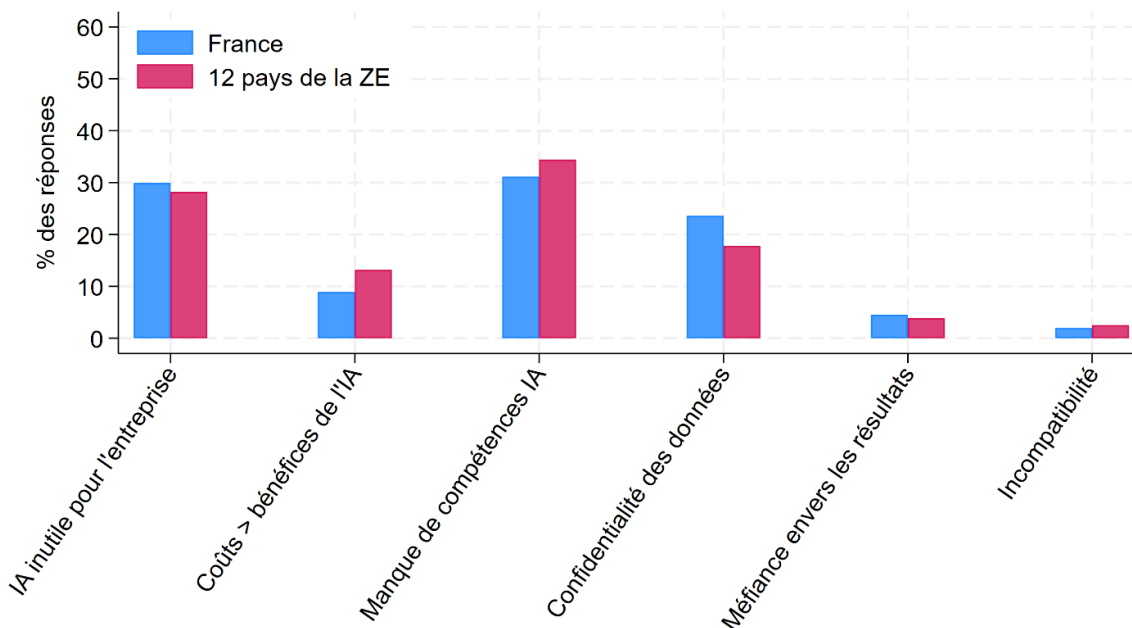
déclarée, les enquêtes au niveau des entreprises fournissent un moyen utile de quantifier l'adoption de l'IA. Ainsi, la [récente](#) enquête sur l'accès des entreprises au financement (SAFE) comprend un module consacré à l'IA, qui fournit des données comparables pour les différents pays de la zone euro. Sur cette base, nous constatons que l'adoption de l'IA est nettement plus faible dans les entreprises françaises qu'au niveau de la zone euro : 39 % des entreprises de la zone font état d'une utilisation de l'IA modérée ou importante, contre 23 % en France. Cette part est également inférieure à celle observée dans les autres grandes économies de la zone euro : l'Allemagne (46 %), l'Italie (27 %) et l'Espagne (44 %).

## **Pourquoi les entreprises françaises utilisent-elles moins l'IA que leurs pairs de la zone euro ?**

L'utilisation plus faible de l'IA par les entreprises françaises ne s'explique pas simplement par des différences de tailles des entreprises ou de composition sectorielle. Au sein de la zone euro, les grandes entreprises sont généralement plus susceptibles que les plus petites d'adopter l'IA : dans les douze pays de la zone, 46 % des grandes entreprises (plus de 250 employés) déclarent une utilisation de l'IA modérée ou importante, contre 32 % des micro-entreprises (moins de 10 employés). La France accuse un retard dans chaque catégorie de taille d'entreprises, l'écart étant particulièrement prononcé pour les grandes entreprises : seules 22 % d'entre elles font état d'une utilisation de l'IA modérée ou importante, contre 46 % des grandes entreprises dans la zone euro. Un profil comparable se dessine entre les secteurs. C'est dans les services (40 %), suivis du commerce (30 %), de l'industrie (28 %) et de la construction (28 %) que l'utilisation de l'IA dans la zone euro est la plus élevée. Les entreprises françaises déclarent une plus faible adoption de l'IA dans chacun de ces secteurs (31 %, 18 %, 21 %, et 17 %, respectivement), ce qui indique que l'écart global ne résulte pas de différences sectorielles.

Afin d'évaluer si l'écart reflète plutôt des différences en termes de barrières à l'adoption perçues, on a demandé aux entreprises faisant état d'une utilisation de l'IA nulle, peu fréquente ou modérée d'expliquer pourquoi elles n'adoptent pas l'IA de manière plus intensive. Globalement, aucun facteur clair ne se dégage pour expliquer la différence entre les entreprises françaises et celles de la zone euro. La distribution des réponses est largement similaire dans les deux groupes. Des différences mineures apparaissent cependant : les entreprises françaises sont moins susceptibles de citer un manque de compétences relatives à l'IA, mais plus susceptibles de faire état de préoccupations en matière de données, de respect de la vie privée et d'éthique (graphique 2).

**Graphique 2. Raisons avancées pour l'adoption limitée de l'IA par les entreprises**



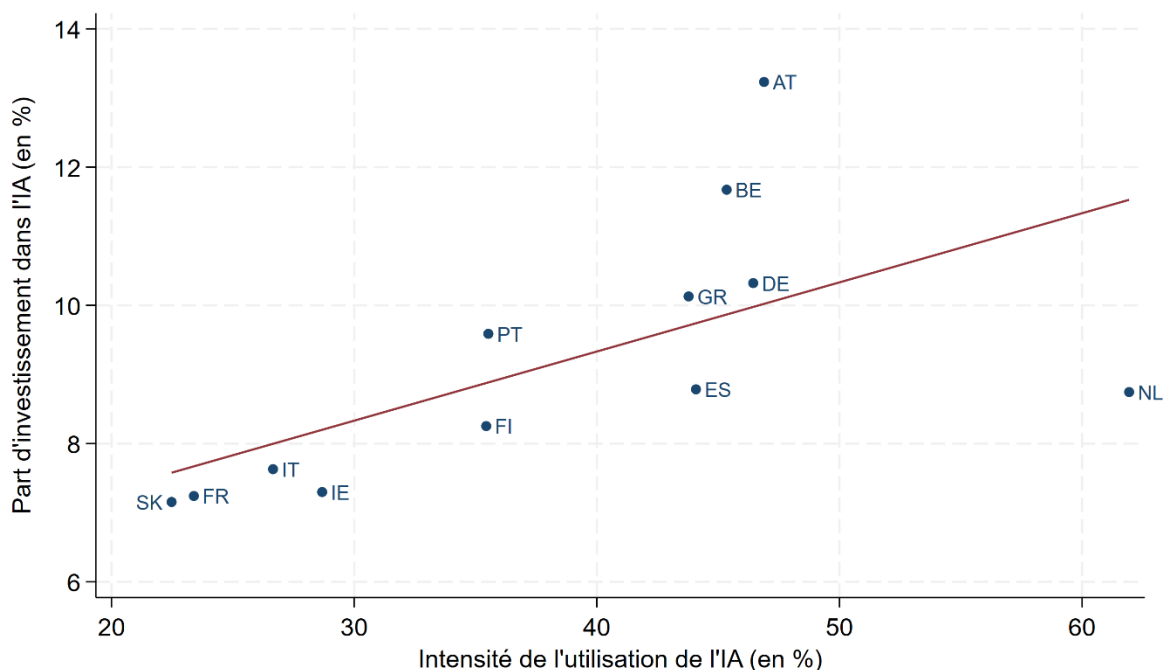
Source : BCE, Enquête. SAFE 2025T4

Note : Le graphique présente la distribution des raisons avancées pour l'utilisation limitée de l'IA au sein des entreprises.

### **Des disparités croissantes dans l'adoption de l'IA**

Sur la base des résultats de cette enquête, peu d'éléments suggèrent que les entreprises françaises seraient sur le point de rattraper leur retard en matière d'utilisation de l'IA. La part déclarée d'investissement dans l'IA dans l'investissement total prévu pour l'année à venir s'élève à 7,2 % pour les entreprises françaises, contre 9,1 % pour la zone euro. Il ressort des données que l'investissement dans l'IA tend à être plus élevé pour les entreprises affichant un niveau actuellement élevé d'intensité en IA, ce qui suggère que les écarts d'adoption de l'IA devraient s'élargir avec le temps. Le graphique 3 rend compte de cette relation au niveau des pays, en présentant la part moyenne d'investissement dans l'IA prévue dans chaque pays par rapport à la part des entreprises affichant une utilisation de l'IA actuellement modérée ou importante. L'adoption de l'IA s'accroissant et restant inégale d'une entreprise et d'un pays à l'autre, ces écarts pourraient encore s'accroître et amplifier les disparités économiques.

**Graphique 3. Part d'investissement dans l'IA en fonction de l'intensité en IA existante pour les entreprises dans douze pays de la zone euro**



Source : BCE, Enquête SAFE 2025T4, calculs des auteurs

Note : Le graphique présente la part moyenne d'investissement dans l'IA par pays (investissement dans l'IA exprimé en part de l'investissement total) par rapport à la part des entreprises affichant une utilisation de l'IA modérée ou importante.

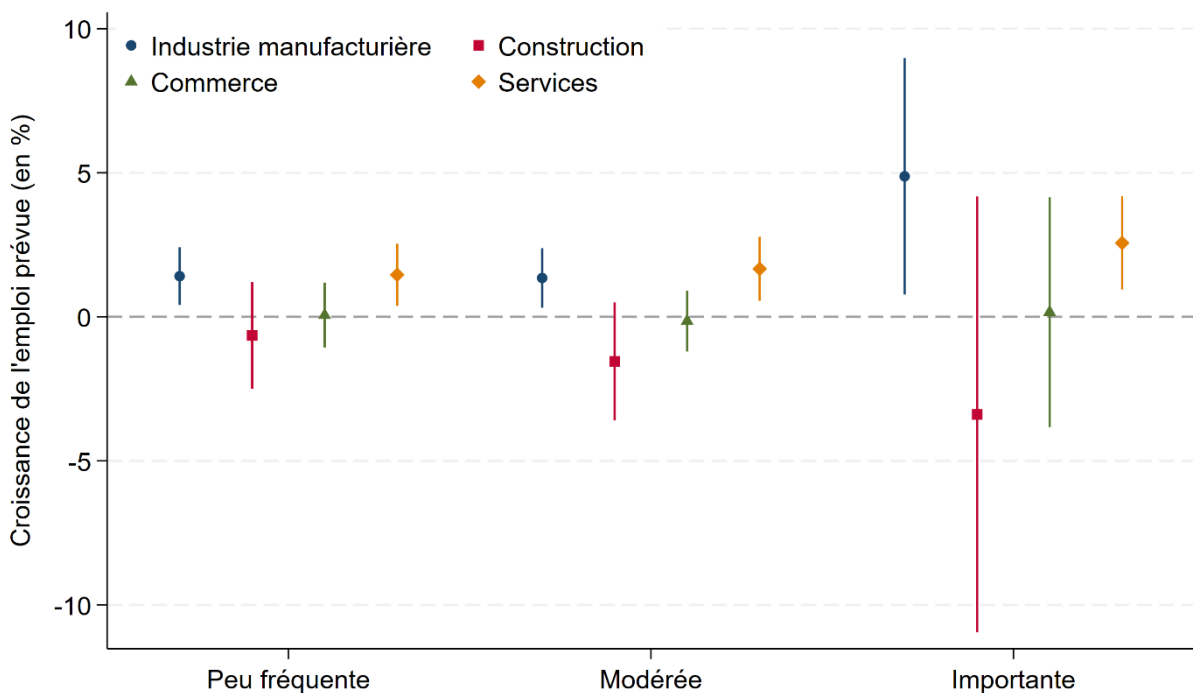
Au deuxième trimestre 2025, la même enquête a interrogé les entreprises sur leur part d'investissement dans l'IA au cours des 12 mois précédents. À cette époque, la part moyenne pondérée s'élevait à 1,8 %, et ressort à 9,1 % aujourd'hui. La hausse de 7,3 points de pourcentage résulte des marges d'investissement tant extensives qu'intensives. La part des entreprises qui investissent dans l'IA est passée de 30 % à 79 % (marge extensive), tandis qu'au sein des entreprises qui investissent dans les technologies de l'IA, la part moyenne d'investissement dans l'IA est passée de 5,9 % à 11,6 % (marge intensive). Ces résultats sont similaires en France et dans la zone euro. Lorsque l'on agrège ces parts au niveau du pays et que l'on calcule la corrélation entre les déclarations d'investissement passées et les plans d'investissement futurs, on obtient 55 %, ce qui suggère que les pays ayant précédemment investi davantage dans l'IA prévoient aussi d'investir davantage aujourd'hui. Ce résultat est cohérent avec l'accentuation des disparités en termes d'adoption de l'IA entre les différents pays.

### **Que peut-on attendre de l'utilisation de l'IA pour le marché du travail et l'inflation dans la zone euro ?**

Nombreux sont ceux qui redoutent que l'utilisation croissante de l'IA ne se substitue à la main-d'œuvre et n'entraîne des pertes d'emplois. Toutefois, l'enquête, qui inclut les anticipations des entreprises concernant les prix de vente et les salaires, fournit peu d'éléments étayant cette opinion.

Dans l'industrie manufacturière et les services, les entreprises qui utilisent l'IA de manière plus intensive tendent à afficher des anticipations de croissance de l'emploi plus élevées, tandis que dans la construction et le commerce, il n'existe pas de relation claire (graphique 4). Ces constats sont fondés sur la variation de l'utilisation de l'IA d'une entreprise à l'autre au sein des pays et au sein des secteurs, en contrôlant ainsi par les différences de conditions économiques au niveau des pays ou des secteurs.

**Graphique 4. Utilisation de l'IA et croissance de l'emploi par secteur dans la zone euro**



Source : BCE, Enquête SAFE 2025T4, calculs des auteurs

Note : Ce graphique présente les coefficients de régression (symboles) et les intervalles de confiance (barres) tirés de quatre estimations séparées, une pour chaque secteur (industrie manufacturière, construction, commerce, services). Nous régressons la croissance future de l'emploi à un an sur trois variables muettes de l'utilisation de l'IA (peu fréquente, modérée et importante), tout en contrôlant par les effets fixes de taille des entreprises et des pays. Les entreprises déclarant une utilisation nulle de l'IA servent de catégorie de référence, les coefficients représentent donc les différences de croissance de l'emploi par rapport à ce groupe. Les grandes entreprises sont exclues en raison d'informations sectorielles manquantes.

Toutefois, il convient d'interpréter ces constats avec prudence, dans la mesure où l'utilisation de l'IA n'est pas exogène et que d'autres facteurs corrélés à l'adoption de l'IA sont également susceptibles d'influer sur la croissance de l'emploi et des prix pour les entreprises, ce qui signifie que les résultats sont purement descriptifs et non pas révélateurs d'un effet causal. Néanmoins, nos conclusions sont cohérentes avec [Airaudo et al. \(2025\)](#), qui examinent la relation entre l'adoption de l'IA et l'emploi au niveau des entreprises à l'aide de données françaises tirées de l'enquête sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les entreprises 2021 (Insee, 2021) pour 2018–2020. Ils montrent que les entreprises qui adoptent l'IA tendent à être plus grandes, plus productives et concentrées dans les technologies de l'information et les activités scientifiques. Fait important, l'adoption de l'IA est associée positivement à la croissance de l'emploi au niveau de l'entreprise, ce qui conforte l'idée que les gains de productivité tirés de l'IA permettent aux entreprises de se développer et d'accroître leur demande de main-d'œuvre. Des résultats comparables sont obtenus par [Aldasoro et al. \(2026\)](#), qui utilisent des données EIBIS-ORBIS appariées relatives à plus

de 12 000 sociétés non financières dans l'ensemble de l'Union européenne pour montrer que l'adoption de l'IA influe positivement sur la productivité comme sur l'emploi. Les conséquences pour la demande de main-d'œuvre agrégée sont, cependant, moins claires, dans la mesure où les entreprises qui adoptent l'IA pourraient se développer au détriment d'autres entreprises qui ne l'adoptent pas.

Si les entreprises utilisent l'IA à des fins d'innovation de procédés, des gains de productivité pourraient s'ensuivre. Une question fondamentale est de savoir à qui profitent ces gains : aux entreprises, aux travailleurs ou aux consommateurs. Jusqu'à présent, sur la base de l'enquête SAFE, nous n'observons pas de relation entre l'utilisation de l'IA et la croissance future des prix, ce qui suggère que les entreprises ne prévoient pas de répercuter les potentiels gains de productivité sur les consommateurs par le biais de baisses de prix. Contrairement à [Falk et Nagengast \(2026\)](#), qui constatent que les entreprises allemandes prévoient que les salaires augmenteront avec l'adoption de l'IA générative, nous n'observons aucun élément indiquant que les anticipations de salaires diffèrent pour les entreprises utilisant davantage l'IA. Globalement, cela suggère que dans la mesure où une utilisation de l'IA plus importante dope la productivité, ces gains entraîneront probablement une hausse des bénéfices des entreprises à court terme.

Afin d'apporter un éclairage supplémentaire sur le type de technologies considéré (IA générative et non générative, robotique, etc.) et sur les anticipations directes des entreprises concernant l'impact de l'IA (sur leur productivité ou sur l'emploi), une enquête devrait être réalisée par la Banque de France auprès d'un large échantillon d'entreprises françaises au cours des prochains mois – à suivre !